

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE SECURITE



Distr.  
GENERALE  
S/6950  
18 novembre 1965  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 17 NOVEMBRE 1965 ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE  
SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU PAKISTAN

Comme suite à mes lettres du 18 octobre 1965 (S/6801), du 1er novembre 1965 (S/6857) et du 5 novembre 1965 (S/6879), j'ai l'honneur, d'ordre du Gouvernement du Pakistan, d'appeler de nouveau l'attention du Conseil de sécurité sur la situation qui règne dans la zone de l'Etat de Jammu et Cachemire occupée par les Indiens. Les renseignements suivants, dont certains sont confirmés par la presse mondiale et d'autres se fondent sur des enquêtes officielles menées par les autorités du Cachemire Azad ou émanent de sources dignes de foi, donnent une idée de la situation créée dans cet Etat par les troupes indiennes d'occupation :

1) Le Jan Sangh, organisation militante en Inde, a fait pénétrer des bandes armées dans la vallée de Cachemire où elles se concentrent à Bandipur et Badgam. Les bandes du Jan Sangh infiltrées dans l'Etat compteraient 50 000 hommes stationnés à Ramban et 50 000 hommes concentrés dans la vallée. L'armée indienne leur a donné une formation militaire et leur a fourni des grenades à main et des armes automatiques. Il semble désormais hors de doute que ces bandes sont responsables des massacres qui ont eu lieu à Poonch, à Rajacri et Haveli.

2) On rapporte que ces bandes de militants hindous ont récemment assassiné 95 patriotes dans la forêt de Chinhari, au nord de Udhampur. Ces patriotes étaient des prisonniers musulmans qui étaient conduits sous escorte à Udhampur pour y être détenus. L'escorte militaire indienne ne s'est pas interposée lors du massacre. John Ridley a décrit cet effroyable incident dans une dépêche parue dans le Daily Telegraph de Londres, le 5 novembre 1965 :

"Alors que le convoi atteignait un endroit écarté de la forêt, d'importants groupes de militants hindous fortement armés ont attaqué les prisonniers dont la plupart avaient les mains liées. La plupart des prisonniers ont été tués."

3) Le nombre de réfugiés fuyant la terreur et la répression qui sévissent au Cachemire occupé par les Indiens, qui ont jusqu'ici été inscrits au Cachemire Azad depuis la deuxième quinzaine d'août, est de 137 500 personnes, sans compter les 9 000 autres réfugiés environ qui attendent d'être inscrits à Kotli. Quarante-cinq mille de ces réfugiés sont passés dans le district de Mirpur depuis le cessez-le-feu du 23 septembre. On rapporte qu'en moyenne 200 à 300 personnes passent quotidiennement dans le district de Mirpur.

4) On a également appris que 12 bataillons des forces indiennes ont investi la zone de Rajauri et terrorisé les habitants dont ils ont tué un grand nombre.

5) La police centrale indienne et le Jan Sangh ont uni leurs efforts pour tenter de faire partir les Musulmans du Cachemire occupé par les Indiens et pour les remplacer par des Hindous, notamment ceux qui se sont enfuis de la zone de Chamb. Ce sont des réfugiés du Cachemire qui ont donné ce renseignement au Ministre pakistanais des affaires intérieures et des affaires du Cachemire au cours de la journée qu'il a passée au camp de réfugiés de Mirpur. Les réfugiés lui ont dit que les Hindous craignaient cependant de s'installer dans ces zones, car ils avaient peur des combattants musulmans de la liberté.

6) Rawle Knox, correspondant du Daily Telegraph de Londres, a écrit dans un numéro récent que "les renseignements donnés par un grand nombre de réfugiés qui ont quitté leur foyer et leur terre pour se réfugier au Cachemire Azad ou au Pakistan, donnent à penser que des événements terribles ont lieu dans les villages frontaliers écartés du Cachemire occupé par les Indiens". On trouvera dans l'appendice certains faits qui ont été signalés aux autorités du Cachemire Azad et à l'armée pakistanaise, qui les ont confirmés.

7) Cependant, les étudiants continuent à manifester à Shrinagar. Lors d'une récente démonstration, 22 étudiants, dont une jeune fille, ont été blessés par la police. Une centaine d'étudiants ont été arrêtés après les manifestations du 14 novembre à Shrinagar, à Shopiyan et à Islamabad. Leurs dirigeants, qui ont dit à la population d'être prête à toute éventualité, ont mentionné le meurtre récent de trois dirigeants étudiants par la police indienne et ont déclaré que le peuple du Cachemire vengerait ces massacres. Des tracts et des affiches sur lesquels on peut lire "Nous voulons un plébiscite" ont fait leur apparition dans tout Shrinagar, Baramula et Islamabad.

8) La police au Cachemire, qui comprend déjà d'importants effectifs armés envoyés de l'Inde, a été renforcée de 25 000 hommes venant de l'Inde également. Selon un rapport alarmant, 122 patriotes, qui étaient détenus à Shrinagar et dans d'autres postes de police dans la Vallée, ont été transférés à la prison d'Udhampur. Etant donné l'incident relaté au paragraphe 2) ci-dessus, on ne peut que considérer que la vie de ces prisonniers est en grave danger. Leur seul crime est d'avoir exigé l'application des résolutions de l'ONU.

9) Plusieurs officiers supérieurs musulmans dans la zone occupée par l'Inde ont été licenciés, traités d'agents de l'ennemi et mis aux arrêts de rigueur. Le régime fantoche mis en place par l'Inde à Shrinagar, s'efforçant de maîtriser les manifestations d'étudiants, fait pression sur les parents. Il ne délivre de cartes de rations alimentaires que si le titulaire exprime par écrit sa fidélité au régime. Le correspondant du Times de Londres, a écrit le 25 octobre :

"Tous les aliments essentiels sont rationnés au Cachemire et les supprimer serait menacer les commerçants et leurs familles de la famille, ou les contraindre à partager les rations de tiers. Les fonctionnaires ne nient pas que l'on ait menacé de prendre une telle mesure."

10) Les forces indiennes d'occupation au Cachemire ont imposé de sévères restrictions à l'écoute des émissions d'informations de la BBC et de Radio-Pakistan. Dans certaines régions, ils ont confisqué les appareils récepteurs des habitants.

11) La presse mondiale confirme l'existence d'une atmosphère de terreur dans le Cachemire occupé par l'Inde. Le correspondant du Times de Londres signale, dans une dépêche du 11 novembre, que certains milieux en Inde se rendent compte que l'Inde ne saurait simplement "dominer les Cachemiriens en appliquant indéfiniment les méthodes actuelles d'Etat policier". Le correspondant qualifie de "dangereuse" la situation actuelle dans laquelle "l'Inde doit maintenir au Cachemire une répression policière rigoureuse".

M. David van Praagh, envoyé spécial du New York Herald Tribune, déclare ce qui suit dans une dépêche intitulée "La Vallée du Cachemire - La population contre la police" et qui a paru le 7 novembre :

/...

"'Ceux-ci sont des Cachemiriens' dit le policier indien après avoir fouillé la voiture. 'Ils travaillent que quand on les y oblige.'

Sa remarque illustre la froideur des rapports qui existent plus que jamais dans la merveilleuse Vallée du Cachemire entre la population et la police, dont beaucoup de membres ont été amenés d'autres Etats de l'Inde. Sous la direction du Ministre de l'intérieur, D. P. Dhar, un Cachemirien hindou qui, sous des manières affables, est le véritable homme fort au Cachemire, la police a brisé le mouvement musulman pour l'autodétermination en faveur des 5 millions d'habitants du Cachemire, dont les quatre cinquièmes sont musulmans.

La police a aussi renforcé la haine que de nombreux Cachemiriens musulmans éprouvent à l'égard de l'Inde dont la population est en majeure partie hindoue. Beaucoup de Cachemiriens souhaitent que leur pays soit rattaché au Pakistan, bien qu'ils connaissent assez mal la nation musulmane.

... M. Karra a déclaré au cours d'une interview que le terrorisme policier sévissait dans de nombreux villages de la Vallée.

Le Cachemire est un Etat occupé, presque une colonie de l'Inde, que les Indiens connaissent fort mal, un endroit - un des plus beaux du monde - où la démocratie séculaire de l'Inde semble s'être effondrée et où la majorité de la population, tout au moins à Srinagar, la capitale, désire le rattachement au Pakistan, pays dont ils ne savent pratiquement rien.

L'Inde refuse plus fermement que jamais d'accepter un plébiscite ou tout autre règlement politique qui mettrait en péril son emprise sur la meilleure partie du Cachemire. La seule perspective d'un règlement pacifique qui n'exige pas une domination policière semblerait être l'organisation d'un vote vraiment libre dans l'Etat, et cette solution paraît être actuellement très éloignée."

12) La répression massive qui sévit en Inde même, du fait de la situation au Cachemire, est également attestée par des articles impartiaux parus dans la presse internationale. Mille neuf cents ressortissants indiens auraient été arrêtés en Inde pour "activités antinationales". Cette nouvelle a soulevé les protestations de l'Indian Bar Association. Le correspondant du New York Times, Anthony Lukas, a indiqué dans une dépêche expédiée de New Delhi le 7 novembre que,

"Le Gouvernement indien a été un peu plus loin cette semaine dans ses efforts pour écraser le mouvement d'autodétermination au Cachemire.

Il avait déjà emprisonné tous les chefs de ce mouvement au Cachemire et il a maintenant arrêté Mlle Mirdula Sarabhai, principal porte-parole du mouvement à New Delhi."

Il y a lieu de rappeler que Mlle Sarabhai est une personne très connue en Inde pour ses activités humanitaires et qu'elle était un des plus fidèles disciples, de M. Ghandi. Le correspondant du Times de Londres a le 8 novembre 1965 écrit ce qui suit :

/...

"Au demeurant, si Mlle Sarabhai est maintenant en conflit avec le gouvernement, c'est surtout parce qu'elle essaie d'appliquer à la situation qui règne au Cachemire les normes et les valeurs politiques qu'elle a défendues pendant le mouvement de l'indépendance aux côtés d'autres personnes comme elle."

13) On torture certains patriotes qui sont actuellement en prison au Cachemire pour les forcer à signer une déclaration selon laquelle les chefs populaires que sont Maulana Masoodi, Moulvi Mohammed Farouq et M. G. M. Karra collaboreraient avec de prétendus agents venus du Pakistan. The Economist du 30 octobre 1965 a formulé les observations suivantes :

"Quels que soient les efforts d'imagination déployés par les autorités indiennes, on ne saurait prétendre que des hommes tels que Maulana Masoodi et G. M. Karra, proches collaborateurs du Cheik Abdullah, sont des valets au service du Pakistan. Ils ont été arrêtés le 21 octobre, en même temps que 28 autres personnes, ce qui montre clairement que les autorités de Srinagar commencent à être dépassées par les événements."

Maulana Masoodi et M. Karra passent pour des modérés qui défendent loyalement l'agitation constitutionnelle non violente en faveur du droit du Cachemire à l'autodétermination."

2. Je suis chargé d'attirer de nouveau l'attention du Conseil de sécurité sur le fait que la situation actuelle dans la partie de l'Etat de Jammu et Cachemire occupée par l'Inde, menace très gravement la paix entre l'Inde et le Pakistan et mérite par conséquent d'être placée sous le contrôle du Conseil de sécurité, qui peut au moins exercer les pouvoirs d'enquête que lui confère l'Article 34 de la Charte. Cette demande se fonde sur les impératifs de la paix, et également sur l'histoire du différend concernant le Jammu et le Cachemire, la nature et le contenu des décisions prises par le Conseil de sécurité sur la question et la responsabilité qui incombe à l'Organisation des Nations Unies pour tout ce qui concerne le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment lorsque les relations internationales s'en trouvent nécessairement compromises.

3. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Veillez agréer, etc.

L'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,  
Représentant permanent du Pakistan auprès  
de l'Organisation des Nations Unies,  
(Signé) Syed Amjad Ali

/...

ANNEXE

Quelques détails sur certaines atrocités que les autorités indiennes d'occupation ont commises dans l'Etat contesté de Jammu et Cachemire en août et en septembre 1965 et qui ont donné lieu à enquête

Du 1er au 15 août 1965 : Des civils ont été expulsés du village de Manawar (point 5654) et des villages avoisinants, dans la zone d'Akhnur-Chhamb.

Les villages de Khag (point 5600), Kokarbagh (5860), Sugin (5999), Batamalu (8211), Surraish, Bundanwas, Kandahmah, Bimini et Yachihama, dans la vallée du Cachemire, ont été incendiés. Cent habitants, y compris 16 femmes, ont été brûlés vifs.

Des avions indiens ont bombardé des villages de Musulmans dans la zone de Rajauri.

La ville de Mandi, dans la zone de Rawalkot, a été incendiée.

Des Musulmans de villages situés près de Punch ont été rassemblés et fusillés.

Du 16 au 31 août 1965 : Le village de Kalal (point 2467), dans la zone de Rawalkot, a été incendié.

Des Musulmans des villages de Nambal (point 2134), Karyan (3724) et Nikanar (3325), dans la zone de Mirpur, ont été expulsés.

Les villages de Shekhu (3074), Chela (3078), Bangri (3078) et Azamabad (3177), dans la zone de Rawalkot, ont été incendiés.

Des Musulmans de Pathan Mohrajonla (3021) et de Rijaon (4024), dans la zone de Mirpur, ont dû s'enfuir au Cachemire Azad.

Des villages ont été incendiés autour de Mandi.

Vingt villages ont été incendiés dans la zone de Rajauri.

Des Musulmans des villages de Tandowala et de Palulian (point 2524), dans la zone de Mirpur, ont dû s'enfuir au Cachemire Azad.

Des Musulmans du village d'Amarui (5239), dans la zone de Muzafarabad, ont dû s'enfuir au Cachemire Azad.

/...

Des Musulmans du village de Kariyin (3724), dans la zone de Rawalkot, ont dû s'enfuir au Cachemire Azad.

Des Musulmans de villages situés près de Rajori (4124) et de Budhil (7527), dans la zone de Mirpur, ont été torturés et chassés de leurs maisons.

Des femmes musulmanes ont été molestées et battues dans le village de Titi Chomig (1576).

Les villages de Samot (7025), Phalni (7225), Draj (6725), Larkot (6623), Mohra (6426), Kallar (5926) et Kandi (6027) ont été incendiés.

Des Musulmans du village de Chulichang (3195) ont été harcelés et leurs maisons ont été réquisitionnées.

Le village de Kuwa a été incendié.

Trente-cinq maisons ont été incendiées près de Mendhar.

Du 1er au 15 septembre 1965 : Des maisons ont été incendiées dans les villages de Kallar Mohra (3352) et de Sanjut (3647).

Des Musulmans du village de Kanga Gali (3035) ont dû s'enfuir au Cachemire Azad.

Des civils ont été tués dans les villages de Fellan (9508) et de Ghikot (9405).

Tous les civils des villages de Fellan (9508), Dobang (9507), Ghikot (9405) et Muhrian (9603) ont dû s'enfuir au Cachemire Azad.

Des maisons particulières ont été incendiées dans la zone de Manowa (0070).

Des maisons particulières ont été incendiées dans la zone de Lashdat (209834).

Du 16 au 30 septembre 1965 : Des hélicoptères indiens ont mitraillé la population civile dans la zone de Dharamalka (5139), Budil (7527) et Kandi (6027).

Toutes les maisons particulières du village de Loharka, dans la zone de Mirpur, ont été incendiées.

Les villages de Nam Kot (1335) et de Kabalari (1761), dans la zone de Mirpur, ont été incendiés.

Des Musulmans de Lashdat ont dû s'enfuir au Cachemire Azad.